



INFOS

ÉDITÉ PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU BARRAGE DE KANDADJI

EN AVANT POUR LA SÉCURITÉ
ÉNERGÉTIQUE DU NIGER



BULLETIN D'INFORMATIONS-N°12-AOÛT-SEPTEMBRE 2023



2

ÉDITORIAL

ÉDITORIAL

Assurer la sécurité énergétique du pays



Les activités du Programme de Kandadji se poursuivent sur le terrain. On peut noter au niveau de la Composante 1 : la poursuite des travaux notamment ceux des lots 3 et 4, respectivement la construction de la ligne haute tension Kandadji-Niamey et de la route de contournement Gabou-Ayorou.

Concernant la Composante 2 du programme relative aux mesures de protection environnementales et sociales, les activités se poursuivent notamment celles liées au Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) Global y compris l'aménagement de la Réserve Naturelle Nationale de Kandadji (RNNK) financé par la BAD, et « les activités prioritaires de la sous-composante Plan d'Action de Réinstallation (PAR), la mise en œuvre du PAR 2.

Pour ce qui est de la Composante 3 dédiée au Pôle de croissance et développement local, on notera la poursuite de la mise en œuvre du Plan de Développement Local de Kandadji (PDLK) financé par la Banque Mondiale.

La réinstallation des populations affectées par le Projet (PAR) quant à elle constitue un énorme défi pour l'ABK qui poursuit les échanges avec ses partenaires pour optimiser la mise en œuvre du PAR dans le contexte actuel.

Les activités de construction de la ligne haute tension est l'une des parties sur laquelle nous concentrons le maximum de nos forces en ce début du mois de septembre 2023.

La décision d'en parler dans ce numéro N°12 de Kandadji Infos n'est pas fortuite car le sujet de l'indépendance énergétique de notre pays est une question d'intérêt national hautement stratégique. Qui plus est d'actualité avec les délestages sauvages supportés par les nigériens et le ralentissement des activités commerciales et industrielles.

En effet, le Niger est confronté à de multiples défis dans le secteur de l'électricité. L'approvisionnement en électricité au Niger comprend la production thermique locale et se caractérise par une forte dépendance des importations d'énergie en provenance de l'extérieur. Ce qui ne constitue guère une solution pérenne et durable. Les récents événements survenus, notamment l'interruption de la fourniture électrique par notre voisin du sud nous le démontrent assez bien. Nous le constatons chaque jour qui passe, la question de l'énergie se pose avec acuité dans notre pays.

À un titre individuel comme collectif. Les chiffres parlent d'eux-mêmes et décrivent une situation pour le moins alarmante sur le taux d'électrification et nous interpellent : à peine 18,6% de la population contre 9,1% en milieu rural a accès à l'électricité.

L'accès à l'électricité au Niger n'est pas seulement l'un des plus bas du monde, mais il reflète également les disparités importantes entre les zones rurales et urbaines et entre la capitale.

En effet, mis à part son apport appréciable à la sécurité alimentaire qu'il vise à atteindre, le Barrage de Kandadji vise à assurer une auto suffisance à notre pays dans le domaine énergétique. Il constitue l'un des huit projets essentiels qui ont été identifiés dans le secteur de l'énergie au Niger.

Après sa construction, le poste 132/66/20 KV doit permettre l'évacuation de toute la puissance produite par la centrale hydroélectrique kandadji, soit 130MW, acheminé par la ligne biterne de 132KV jusqu'à Niamey. La zone de Kandadji et la région de Tillabéri seront également alimentées par la ligne.

La production annuelle de 629 GWh de la centrale hydroélectrique, à laquelle s'ajouterait une production annuelle de la centrale solaire 70 MWc de 159,125 GWh, compenseront, dans une large mesure, le stock énergétique importé du voisin du sud et aidera notre pays à migrer vers un développement économique profitable à toute la population.

Pour l'épanouissement personnel de ses citoyens et les besoins de son économie en plein développement, notre pays ne peut se contenter de ces chiffres. Que nous devons nécessairement améliorer.

Il est fort à parier que nos compatriotes se saisiront de cette question afin de créer les conditions d'un sursaut patriotique autour de la question de l'énergie. Pour cette question sensible, l'appui des Hautes Autorités ainsi que celle de nos Partenaires Techniques et Financiers ne fera certainement pas défaut.

M. AMADOU HAROUNA

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ABK



3

SUR LE VIF

VISITE TERRAIN DE LA MISSION D'APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DU SECTEUR DE L'EAU DE LA BANQUE MONDIALE



Le 25 Juillet 2023, Madame Fatouma Touré Ibrahima, Directrice Sectorielle de l'Eau pour l'Afrique de l'Ouest de la Banque Mondiale, accompagnée d'une équipe de la BM conduite par M. Sanjay Pahuja, Spécialiste en chef en gestion des ressources en eau et Chargé du Projet Kandadji, et les autorités de l'Agence du Barrage de Kandadji dont le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général et le Secrétaire Général, ont effectué une visite sur les chantiers du Programme Kandadji.



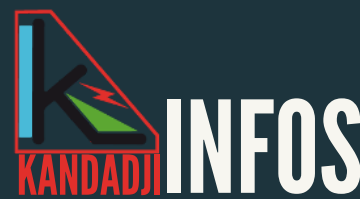
La délégation a successivement visité la Zone d'Installation des Entreprises ZIE, les travaux du Génie Civil du Barrage de Kandadji, les périmètres irrigués, la coopérative de Gabou, les nouveaux sites identifiés pour la réinstallation, et la ville de Ayorou.

À l'issue de la visite Madame Fatouma Touré Ibrahima s'est dite très impressionnée par l'envergure du programme et le niveau d'avancement des travaux.

Un accueil chaleureux a été réservé à la délégation tout au long de la visite par les autorités locales de la ville d' Ayorou avec à leurs têtes le préfet d'Ayorou, et aussi par les experts du programme Kandadji, la Maîtrise d'Œuvre, l'Entreprise de construction du Barrage de Kandadji et les populations locales des différents sites visités. À chaque étape de la visite, les différents acteurs ont répondu aux questions des visiteurs.



PAR: AMINATOU H DIALLO/EXPERTE
COM/DIRCOM/ABK



BULLETIN D'INFORMATION DE L'AGENCE DU BARRAGE DE KANDADJI

SIEGE SOCIAL: Agence du Barrage de Kandadji (ABK), Quartier Riyad, Extension Foulan Koira - Route Est-Ouest, Niamey Nyala, à 300 mètres de la plaque Avocat.

BP: 206 Niamey; Tel 20 73 23 13;

E-mail: kandadji@intnet.ne

courrier-abk@kandadji.com

Site web: www.kandadji.ne

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Amadou HAROUNA

DIRECTEUR DE LA REDACTION

Dr. Ali Yéro AMADOU

REDACTEUR EN CHEF

Abdourahmane VARINO

COMITÉ DE REDACTION

Seini Moussa

Idrissa DIAOUGA

Harouna DOULLA

Mahamadou TINNI WONKOYE

Mme Fatimata Moroh DIAKITE

Mme Morou SALAMATA

Mme Hadiza SHERIF

Kailou YOUSOUFI

Omar MANGA

Moussa IDRISSE

AbdoulKarim FAROUK

Ousmane HAMADOU

Aminatou H. DIALLO

Djamila IBRAHIM AMADOU

Mme Aminatou DJIBO

Dr. Assarid I. ABDOULKARIM

CONCEPTION ET INFOGRAPHIE

Aminatou H. DIALLO

IMPRESSION & TIRAGE

1000 exemplaires sur les Presses de la Nouvelle Imprimerie du Niger (NIN)

TEL: (00 227) 20 73 47 98



www.kandadji.ne

BULLETIN D'INFORMATIONS-N°12-AOÛT-SEPTEMBRE 2023



4

LIGNE ÉLECTRIQUE

CONSTRUCTION DE LA LIGNE ÉLECTRIQUE DU BARRAGE DE KANDADJI

La réalisation du barrage de Kandadji constitue un enjeu stratégique tant sur le plan national que sur le plan régional. Sur le plan national, les premières études ont été initiées dès les années 70 principalement dans la perspective de satisfaire les besoins du Niger à long-terme en énergie, eau d'irrigation, navigation, eau potable et industrielle. Sur le plan régional, le barrage de Kandadji fait partie, avec les barrages de Fomi en Guinée et Taoussa au Mali, des ouvrages structurants de l'Autorité de Bassin du Niger (ABN). Financé par l'Etat du Niger et un consortium de bailleurs de fond, le projet se décline en quatre composantes à savoir : la composante A (Construction du Barrage et ouvrages annexes), la composante B (Mise en œuvre des plans environnementaux et sociaux), la composante C (Développement d'un pôle de croissance communautaire) et la composante D (Gestion du Programme).

La composante A a essentiellement pour but d'accroître la sécurité énergétique du Niger à travers l'installation de quatre (4) groupes turbines alternateur identiques, de type Kaplan, de 32,5 MW de puissance nominale unitaire, soit une puissance totale installée d'environ 130 MW pour une production annuelle de 629 GWh. Elle est divisée principalement en trois (3) lots de contrats : Le lot 1 concerne les travaux de génie civil du barrage ainsi que ceux de la centrale électrique et également les travaux électriques et hydromécaniques généraux du barrage. Le lot 2 englobe les travaux d'installation des équipements électriques, électromécaniques et hydromécaniques de la centrale électrique et du poste élévateur HT (comprenant un poste 132 kV et un poste 33 kV). Le contrat du lot 3 est basé sur la construction d'une ligne électrique 132 kV, double terre Kandadji-Niamey de 190 kilomètres de long et du poste d'arrivée associé. Il faut également noter le lot 3 qui a été attribué aux travaux préparatoires du chantier et le lot 4 qui sera consacré aux travaux de dérivation de la route RN1 ouest Gabou/Ayorou.

Les travaux du lot 1 sont exécutés par l'entreprise China Gezhouba Group Company Limited (CGGC) et ceux du lot 2 par le groupement CGGC/ZHEFU JV, tous deux sous le contrôle du maître d'œuvre indien Energy Infratech PVT.LTD. Pour les travaux de Génie Civil du barrage, le taux d'exécution est d'environ 31% à la date d'aujourd'hui. S'agissant de la centrale électrique et poste élévateur, les travaux sont au stade de la finalisation de la conception de base des machines. Plusieurs tests à l'usine des équipements électriques sont prévus d'ici fin 2023 dont notamment le test type des turbines prévu en septembre 2023 en Chine.

La fin des travaux du barrage hydroélectrique est prévue en fin 2025.

« La ligne » de notre indépendance énergétique...

Débutée à partir de septembre 2022, la construction de la ligne 132kV double terre Kandadji-Niamey, est réalisée par l'entreprise indienne Kalpataru Power Transmission sous le contrôle du Groupement PT Feedback Infra/ G-TAH comme maître d'œuvre. Le délai d'exécution est de 30 mois et le coût global de réalisation du projet est de 16 553 726 812 FCFA. Il est financé par la Banque Islamique de Développement (BID) à travers les accords de services IJARA (2NIR-0138) et d'ISTISNA'A (2NIR-0139).

Le projet comprend la construction de la ligne de transport sur une longueur d'environ 190 km (sous-lot 2) et celle du poste d'arrivée à Gorou Banda (sous-lot 1). Les travaux se poursuivent sans anicroches.

La ligne sera constituée de :

- 526 pylônes en treillis d'acier avec des armement en double drapeau ;
- Des conducteurs de phase en alliage aluminium-acier de type 477 kcmil 26/7 HAWK ACSR. Ce qui permettra de transiter 100 MVA par terre (200 MVA au Total) en limitant les pertes résistives, l'effet couronne, l'interférence radio et les bruits audibles ;
- Un câble de garde à fibre optique (CGFO) de diamètre extérieur 12 mm et 24 fibres optiques. Ce qui permettra en dehors de la protection électrique, de l'utiliser pour la transmission des données et à des fins de télécommunication.

Le poste d'arrivée sera composé de :

- Deux Transformateurs 132/20kV de 30MVA ;
- Deux Transformateurs 132/66kV de 63MVA ;
- Des appareils de commande/protection : disjoncteurs 66 et 132 kV, Sectionneurs 66 et 132 kV, Parafoudres 66 et 132kV ;
- Des appareils de Contrôle/mesure en haute tension : Transformateurs de tension et de courant en 66 et 132 kV ;
- Une salle de contrôle comprenant : les Armoires et disjoncteurs 20 kV, les Tableaux de commande et protection, les relais de protection, l'Interface homme-machine et SCADA Batterie et chargeur...

Actuellement, les études de conception et d'ingénierie sont terminées pour la ligne électrique. Les équipements notamment les pylônes d'alignement, les isolateurs, les câbles de mise à la terre et les câbles conducteurs ainsi que certains accessoires ont été déjà testés à l'usine en Inde. Près de 35% des équipements du projet ont été déjà acheminés sur site à Tillabéri.

L'entreprise a également préfabriquée toutes les semelles des fondations des pylônes d'alignement et plusieurs d'entre elles ont été déjà installées sur le site. L'érection des pylônes est également en cours sur le site. D'ores et déjà douze (12) pylônes ont été déjà installés vers la commune de Dessa. A cela s'ajoute près de 71% de route d'accès et débroussaillage effectuées.

Globalement, le taux d'exécution pour la ligne électrique (sous-lot 2) est estimé à 21% et les études sont en cours pour le poste électrique pour un éventuel déplacement de Gorou Banda à Bangoula. La fin des travaux du lot 3 est prévue en mars 2025.

PAR: DR. ASSARID I. ABDOULKARIM/EXPERT ÉNERGÉTIQUE/CHEF SERVICE ENERGIE ABK

MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DE RÉINSTALLATION DES POPULATIONS (PAR 2)



VILLE D'AYOROU

Lorsqu'on parle du Barrage de Kandadji, beaucoup de nos compatriotes s'imaginent que le Programme Kandadji de Régénération des Écosystèmes et de Mise en valeur de la vallée du fleuve Niger (P-KRSMIN) se résume seulement à l'infrastructure technique que représente le Barrage. Or celui-ci n'est qu'une partie, une composante sans doute la plus en vue de ce Programme structurant placé sous la tutelle administrative de la Présidence de la République du Niger. Mise à part la construction du Barrage qui constitue la composante A de ce Programme, il existe trois autres composantes dont celle relative à la mise en œuvre des plans environnementaux et sociaux dans le cadre de la réinstallation des populations qui seront affectées par la mise à l'eau du Barrage, une fois les travaux achevés.

Cette sous composante du P-KRESMIN est un énorme défi, car il s'agira de déplacer près de soixante mille personnes (PAP) de leurs habitats d'origine pour les réinstaller sur des nouvelles terres et dans la même zone. Pour réussir cette action, il a fallu la faire en deux phases : une 1ère phase qui concernait les populations qui se trouvent sur le site même où a été construit le barrage qui a eu lieu en 2016 et a donné pleine satisfaction.

Un second Plan d'Actions (PAR 2), tirant les leçons de la 1ère phase, a été élaboré et dont le coût est de 432, 794 millions de US dollars, soit environ 216 milliards de F CFA. Le financement est totalement bouclé, suite à la table ronde des bailleurs de fonds tenus à Abidjan en novembre 2018. Les débuts de la mise en œuvre des activités du PAR 2 avec le village d'Issilé.

C'est à la suite de la mission conjointe de février 2020 que les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et l'ABK avaient identifié les activités prioritaires à réaliser avant janvier 2021 afin de se conformer aux dispositions pertinentes des politiques de sauvegarde des PTF en matière de réinstallation.

En effet, la date butoir du recensement des personnes affectées par le projet (PAP) et de leurs biens étant fixée au 17 janvier 2021, il a été demandé à l'ABK de commencer le paiement au moins d'une partie des indemnités en vue d'éviter une reprise totale du recensement réalisé en 2016-2017. C'est ainsi que l'ABK a déclenché la mission du commissaire enquêteur le 25 mai 2020 avec la signature de son arrêté de nomination.

Pour la première étape, l'ABK a ciblé les quatre (4) hameaux du village administratif de Issilé (Haoussa Djabou, Koulo, Alfa Sarey et Farka Goungou) concernés par le PAR2A. En effet, du 11 au 15 février 2020, l'ABK a effectué une mission de vérification de données issues du recensement effectué par TRACTBEL dans le cadre du PAR2A. Les résultats de cette mission ont conclu que les données sont fiables à 99,78%.

Le budget de la mise en œuvre des activités prioritaires du PAR2 pour l'année 2020 a été estimé à la somme de vingt-deux millions sept-cent-cinquante-quatre mille neuf cent vingt (22.754.920) Francs CFA qui ont été entièrement débloqués par le Trésor public.

Le processus s'est accéléré avec, il y a quelques semaines le recrutement du prestataire d'appui à la mise en œuvre du PAR2A, sur financement de la Banque mondiale.

Pour rappel, le PAR 2 du Programme Kandadji vise le déplacement des populations de 24 villages affectés par le programme Kandadji, y compris la ville d'Ayorou (chef-lieu du département). Au total, 8 088 ménages sont à déplacer, soit environ 49 610 personnes.

Le PAR2 a été subdivisé en deux (2) vagues dont :

- PAR 2A : 5 555 ménages (32 991 personnes)
- PAR 2B : 2 533 ménages (16 619 personnes)

(SUITE PAGE 6)

L'ordre de service pour le démarrage des activités de mise en œuvre du PAR2A a été donné le 17 juillet 2023 à l'Entreprise SOFRECO GINGER qui a été retenu pour l'appui à la mise en œuvre du PAR2A, sur financement de la Banque mondiale ; L'entreprise a obtenu une avance de démarrage et a commencé la mobilisation de son personnel et l'installation de la logistique du projet. Les travaux d'aménagement des bureaux sont quasi achevés et la société de gardiennage a été contractualisée.

Le coup d'Etat intervenu le 26 juillet interrompt ce déploiement de de moyens et de ressources, notamment du personnel expatrié.

D'autres actions ont été prises dans le sillage de cette vague notamment le recrutement du prestataire d'appui au suivi-évaluation du PAR2A, sur financement Banque Africaine de Développement (BAD).

La négociation du contrat a eu lieu le 21 février 2023 et le projet de contrat est en cours de finalisation.

Une série d'Etudes entrant dans le cadre de cette réinstallation des populations (PAP) sont en cours d'élaboration. Leur financement est assuré et les adjudataires désignés. Il s'agit de l'étude des plans d'aménagements des sites de réinstallation du PAR2 avec AGECHRAU, sur financement BAD ; l'étude AEP et Assainissement pour le PAR2, sur financement Banque mondiale ; Etude sur les opportunités d'emploi, d'affaires et de formation pour le PAR2, avec le Groupement de Cabinets CERISES-sur financement AFD ;

Etude sur l'artisanat, les métiers et le commerce pour le PAR2, sur financement Banque mondiale, Etude complémentaire des enjeux environnementaux et sociaux à l'aval du barrage de Kandadji, sur financement AFD.

La Table ronde des PTF tenue le 30/11/2018 au siège de la BAD (Abidjan) a permis de boucler le schéma de financement du PAR 2A (436 Millions US\$).

Sept (7) bailleurs de fonds cofinancent le PAR 2A, en plus du Budget de l'Etat du Niger :

Banque Mondiale (IDA)
Banque Africaine de Développement (BAD)
Agence Française de Développement (AFD)
Banque d'investissement et de Développement de la CEDEA (BIDC)
Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA)
Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)
Fonds Saoudien de Développement (FSD)

75 % des ressources nécessaires au PAR 2A sont déjà mobilisés. Le reste est en cours de mobilisation au fur et à mesure de l'avancement des études.

**PAR : OUSMANE HAMADOU / CR DSES / ABK
ET A. VARINO DIRCOM / ABK**



Depuis les premières heures de sa création l'Agence du Barrage de Kandadji a accumulé un volume important de documents dans l'exercice de ses activités. Ces documents sont constitués principalement des dossiers du personnel, des pièces comptables, des dossiers de passation de marchés, des correspondances, des rapports, des études etc.

Avec cette accumulation de documents toute absence de prise en charge conduit à des pertes de temps et de détérioration ou de perte de documents importants et rend les recherches et certaines missions dévolues à la structure inefficaces.

Les Organisations de nos jours sont à la recherche de productivité et de sécurisation de leurs données. C'est en cela que la création d'une structure documentaire s'est avérée impérieuse) l'ABK, pour une meilleure gestion des documents.

C'est dans ce contexte que le Service des Archives et de la Documentation de l'ABK a démarré ses activités le 1er Septembre 2021 ; il est rattaché au Secrétariat Général et placé sous la responsabilité d'un documentaliste / archiviste.

Le Service des Archives et de la Documentation a pour objectif de collecter, traiter, conserver, et communiquer les documents émanants des services et Départements de l'ABK. Il n'y a pas de documents confidentiel dans un centre de documentation. Les ressources sont mises à la disposition du public qui peut les consulter suivant certains critères de sécurité.



BIBLIOTHÈQUE DE GABOU



Pour bien accomplir sa mission, le SAD de l'ABK est géré par deux (2) agents.

Il est prévu la construction d'un édifice spécialement dédié aux archives obéissant aux normes et principes archivistiques.

L'ABK dispose d'un important fonds très riche et varié essentiellement composé d'études (dont les premières études de faisabilités du barrage de 1977) de rapports, de dossiers de marchés, de dossiers du personnel, de fiches d'enquêtes, de correspondances, de pièces comptables etc. Ce fonds est estimé à 342 m/l.

Les documents sont gérés de 2 manières par gestion manuelle avec consultation du répertoire ou par la voie informatisée avec un logiciel documentaire J-ISIS.

L'ABK a amorcé le processus de dématérialisation de ses documents en migrant depuis l'année 2022 de l'analogique au numérique.

Le SAD de l'ABK est ouvert aux heures de service au public interne et externe.

**PAR: DJAMILA IBRAHIM AMADOU,
ARCHIVISTE / SERVICE DES ARCHIVES
ET DE LA DOCUMENTATION / ABK**



BIBLIOTHÈQUE DE GABOU

L'ABK À L' AVANT GARDE DE LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE (VBG))



La Violence Basée sur le Genre (VBG) est une de ces expressions qui sont entrées depuis quelques années dans notre vocabulaire. Le terme de Violence Basée sur le Genre (VBG) est un concept à la mode, une nouveauté qui ne fait pas vraiment partie de notre culture mais qui y est introduite avec le modernisme et l'évolution des mœurs. Cette expression générique désigne tout acte nuisible perpétré contre la volonté d'une personne et basé sur les différences attribuées socialement (c'est-à-dire le genre) aux hommes et aux femmes.

L'expression recouvre un champ lexical assez large, englobant des actes qui entraînent des souffrances physiques, sexuelles ou mentales, ou des menaces de tels actes ; la coercition ; et d'autres actes de privation de liberté. Ces actes peuvent avoir lieu en public ou en privé.

Les actes de VBG s'expriment par des notions qui nous sont bien familières ces dernières années : il s'agit de notions telles l'Exploitation, l'abus et le harcèlement sexuel (EAS/HS) qui sont des manifestations de violence sexiste.

Les actes de VBG peuvent être classés dans quatre grandes catégories dont, entre autres l'exploitation et atteintes sexuelles (EAS) constituées par les abus de position de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance à des fins sexuelles ; le harcèlement sexuel au travail (HS) qui prennent la forme d'avances sexuelles importunes, demandes de faveurs sexuelles, contact physique sexuel ; la traite des personnes : esclavage sexuel, rapports sexuels monnayés sous la contrainte, circulation transnationale illégale de personnes ; et enfin les agressions physiques, sévices physiques ou psychologiques, déni de ressources, d'opportunités ou de services, violence du partenaire intime qui ne sont pas assimilables à l'exploitation ni aux atteintes sexuelles.

Selon un rapport de l'OMS, 35 % des femmes à travers le monde ont connu des violences sexuelles exercées par leur partenaire intime et/ou des violences sexuelles ou physiques exercées par quelqu'un d'autre (WHO, 2013), les deux étant des manifestations de violence sexiste.

Les projets financés par la Banque mondiale tel que Kandadji qui intervient dans des communautés pauvres peuvent aggraver les risques de violences basées sur le genre, en particulier d'exploitation, d'abus sexuel, ainsi que de harcèlement sexuel exercés sur la frange féminine démunie de la population, de différentes manières et par une variété d'auteurs que cela soit au niveau du personnel

du Maître d'Ouvrage, de l'Entreprise, de la Maîtrise d'œuvre ainsi que de toute une gamme de sous-traitants, de prestataires de service ou consultants.

Le Programme Kandadji a alors décidé d'élaborer une stratégie en matière de Violence basée sur le Genre, d'exploitation, Abus et harcèlement sexuel dans le but de fournir une assistance technique et un soutien adéquat pour faire face aux cas des violences basées sur le genre afin de prévenir et répondre aux risques d'exploitations, abus et harcèlement sexuels dans ses bureaux de Niamey mais aussi sur le site de Gabou et partout où le projet intervient.

Cette stratégie s'articule autour de trois étapes clés qui commencent d'abord par l'identification et l'évaluation des risques d'EAS/HS, y compris au travers d'une analyse sociale et d'une évaluation des capacités. En théorie, cela se fait pendant la préparation du projet, étant entendu que l'évaluation du risque d'EAS/HS est un processus continu et doit avoir lieu durant tout le cycle de vie du projet, des cas d'EAS/HS pouvant se produire à tout moment.

Ensuite il consiste à agir sur les risques d'EAS/HS en définissant et en mettant en œuvre des stratégies appropriées d'atténuation desdits risques et, enfin, répondre à toutes les allégations de violences sexistes signalées liées au projet.

Pour atteindre cet objectif, l'ABK dispose d'un mécanisme efficace de gestion des doléances (MGD) et des plaintes EAS/HS qui permet de prendre en compte de manière transparente les préoccupations des populations et rendre compte des allégations liées aux plaintes et d'en assurer le suivi. Il est un moyen plus sécurisé pour les individus et les communautés d'exprimer leurs plaintes sans entrave et dans l'anonymat.

En vue de prévenir et atténuer les risques liés à l'exploitation, l'abus et le harcèlement sexuel plusieurs activités sont en cours notamment la signature du code de bonne conduite, la cartographie des services de prise en charges des VBG, le recrutement d'une l'ONG chargée de la mise en œuvre des activités VBG, l'identification d'une porte d'entrée (femme) accessible, confidentielle et fiable pour le recueil des plaintes sensibles au sein des villages pour le bénéfice des populations affectées par le projet.

**PAR : AMINATOU DJIBO, EXPERTE
VBG / DSES / ABK**